



Corine Pelluchon : « La cause animale va dans le sens de l'Histoire »

Ballast

7 avril 2017

Entretien inédit pour le site de Ballast

Le ministère de l'Agriculture a récemment rendu public un rapport prospectif afin d'imaginer quelles seraient nos relations avec les animaux en 2030¹. L'un des cinq scénarios annonce la disparition quasi-complète de l'élevage : pour des raisons « d'éthique, de durabilité et de santé global », le système alimentaire s'avancera vers le « tout végétal » — 55 % des moins de 30 ans seront alors conscients, et acteurs au quotidien, de ces enjeux. Affaire à suivre, donc... D'ici là, entretenons-nous avec Corine Pelluchon, qui publie, aux éditions Alma, un Manifeste animaliste dont le sous-titre a retenu notre attention : Politiser la cause animale. D'une plume soucieuse du dialogue, l'auteure n'en dénonce pas moins le statut d'esclaves des bêtes dans la Cité et appelle à une révolution : on ne peut plus, à des seules fins gustatives, « tuer un animal qui veut vivre ». La majorité détient les clés ; reste aux forces de s'agrandir, pas à pas, pour en finir avec l'exploitation : « Animalistes de tous les pays, [...] unissez-vous ! », lance ainsi la philosophe.



Vous évoquez le dépassement des « *clivages politiques* » que suppose la cause animale. De fait, un nationaliste et un anarchiste peuvent pareillement respecter les animaux. Comment « politiser » une lutte sans consentir aux fractures ordinaires (droite, gauche, centre ; libéralisme, socialisme, fascisme...), sans tomber dans quelque ventre mou ?

Politiser la cause animale, c'est d'abord reconnaître qu'elle nous concerne tous, quelles que soient les conséquences qu'on en tire dans ses styles de vie et ses habitudes de consommation. En effet, les animaux existent : ils traversent les cieux, nagent dans les océans, habitent la Terre — et nous en avons domestiqués certains. Nous avons un impact, direct ou indirect, sur eux. Notre politique est toujours en même temps une *zoopolitique*. La politique consiste à déterminer les règles de cette coexistence ou de cette cohabitation ; or nous faisons comme s'ils n'étaient là que pour nous servir. Une politique juste suppose que l'on intègre les intérêts des animaux dans nos politiques publiques, au lieu de faire comme si seuls nos intérêts devaient compter. Mais pour atteindre cet objectif, il faut que des humains défendent les intérêts des animaux auprès d'autres humains, dont certains vivent encore de l'exploitation animale ou estiment que les animaux n'ont qu'une valeur instrumentale. C'est pourquoi il faut construire un consensus. Il est question non de s'en tenir au plus petit dénominateur commun, ce que vous appelez un « ventre mou », ni de faire une synthèse improbable entre des points de vue irréconciliables, mais de s'efforcer, au terme de processus parfois longs et difficiles, de déterminer ce qui peut être juste et a du sens pour la communauté — même si cela s'oppose au départ à ses intérêts immédiats et à ses préférences. Il y a un effort à faire pour parvenir à dessiner des lignes d'accord sur fond de désaccords et avancer sur ce sujet. Il importe aussi de négocier car ceux qui devront sacrifier certains intérêts économiques doivent aussi y trouver leurs comptes et recevoir des compensations, comme je le souligne à propos de l'élevage. Enfin, il ne faut pas confondre la politique et le politique : la première désigne la conquête du pouvoir et les stratégies mises en



œuvre pour le conserver, alors que le second, qui se situe avant la question de savoir qui gouverne, renvoie à la création d'un espace public où l'on décide du type de société dans laquelle on veut vivre. Par ailleurs, il existe des questions, relatives à certains sujets de bioéthique, à l'environnement et à la condition animale, qui divisent fortement les individus, sans que ces conflits puissent s'exprimer de manière adéquate dans les oppositions binaires dont vous parlez (droite/gauche, conservatisme/progressisme, libéralisme/socialisme). Ces questions-là supposent que l'on enrichisse les débats.

Jean-Luc Mélenchon porte cette question dans le cadre des présidentielles — sans aller jusqu'à parler d'antispécisme. Doit-on y voir l'un des signes que nous entrons dans une nouvelle ère, que cet enjeu est enfin prêt à susciter l'intérêt du grand public et des médias de masse ?

« La cause animale n'est pas un îlot éthique. »

Cette question n'a pas attendu Jean-Luc Mélenchon pour entrer dans la Cité et elle n'appartient à aucun homme ni à aucune femme politique en particulier. Elle n'a pas attendu non plus l'intérêt des médias de masse pour exister, même s'ils lui donnent une visibilité qui pourra sans doute décider celles et ceux qui veulent être élu-es à s'en emparer. Cependant, la cause animale est une cause universelle : ce qui est en jeu dans la maltraitance animale, et qui dépasse même les conditions de vie et de mort misérables infligées aux bêtes — puisque cela renvoie aussi à notre modèle de développement aberrant et essoufflé —, est suffisamment important pour ne pas être dépendant des jeux politiques et de l'ère du temps... La cause animale va dans le sens de l'Histoire. Je m'en explique dans *Le Manifeste animaliste* : je l'ai d'ailleurs écrit pour cette raison.

Vous rappelez que les militants engagés dans ce combat en font parfois « la cause principale de leur existence ». N'est-ce pas parfois l'un des écueils d'une frange de ce vaste mouvement, dès lors qu'elle se détourne de l'articulation des luttes — économiques, sociales ou écologiques ?

La cause animale ne détourne pas des enjeux environnementaux et sociaux, car la maltraitance animale est un coup de projecteur sur un modèle de développement générateur de contre-productivités sur le plan social et environnemental. Elle est aussi l'un des leviers de la transition vers un autre modèle de développement. Le *Manifeste* vise à donner une profondeur à ce mouvement, l'animalisme, qui ne se réduit pas à l'apologie du mode de vie végétarien : il est porteur d'une conception de la société et de la

justice. Il convient aussi de donner des repères à la fois théoriques et pratiques pour que ce mouvement social, culturel et philosophique profond devienne une force politique et entre en politique, avec rigueur et générosité. Enfin, la phrase que vous citez renvoie à quelque chose d'un peu différent : elle se rapporte à la souffrance que l'on éprouve le jour où l'on prend conscience de l'intensité des souffrances animales. C'est un cataclysme. Après la honte et l'indignation, vous vous dites : je dois faire quelque chose, en changeant mes habitudes de consommation, en soutenant les associations, en m'engageant. Non, il n'y a pas de retour à l'état antérieur quand on regarde en face ce qui est fait aux animaux. Cela devient quelque chose qui vous kidnappe. Il s'agit de faire de ce traumatisme un engagement, sans s'enfermer dans l'indignation et la honte. Ce n'est pas facile. C'est pour cela, je crois, que tant de personnes refoulent ce qu'elles ressentent : elles ne veulent pas souffrir ni avoir honte de ce que nous faisons aux animaux, alors elles n'y pensent pas (trop). Quiconque regarde en face la souffrance animale et souffre de leur souffrance devient d'une certaine manière l'otage de cette cause. Celle-ci, encore une fois, ne détourne pas des autres engagements, surtout si l'on tient compte de tout ce qui est en jeu dans les violences infligées aux animaux. La cause animale n'est pas un îlot éthique.



Vous critiquez le prisme ultra-rationaliste au profit d'un éloge de la pitié. Le mouvement antispéciste s'est volontiers construit sur les notions de logique, d'analyse et de raison afin de couper l'herbe sous le pied aux habituelles accusations de sentimentalisme. Le philosophe Peter Singer avance d'ailleurs que la pitié « ne doit pas être un critère dans nos choix moraux à l'égard des animaux » — en ce qu'elle ne mène pas, selon lui, à la notion de droits ou à la



« considération égale des intérêts ». Comment entendre votre divergence ?

En acceptant les violences quotidiennes faites aux animaux, nous nous clivons, refoulons la pitié, qui est une identification prélogique, préreflexive, à tout être souffrant. Je dirais — sans réécrire ici le chapitre que je consacre au rapport entre la pitié et la justice, sans non plus citer les pages magnifiques que [Claude Lévi-Strauss](#) lui consacre dans *Anthropologie structurale deux* — que, malgré l'admiration que j'ai pour Peter Singer, malgré ses efforts et ceux de tant d'autres depuis 45 ans, rien n'a changé pour les animaux. Les individus, dans leur majorité, ne changent pas leurs styles de vie parce qu'ils font un calcul utilitariste et se disent qu'en consommant des produits animaliers, ils infligent des souffrances abominables à un nombre incroyable d'êtres sentients. Les moteurs des changements sont les affects plus que les arguments. Sinon, tous les êtres humains seraient véganes et nous aurions résolu le problème du réchauffement climatique, opéré la transition énergétique, etc. À cet échec relatif des éthiques animales et environnementales, [conséquentialistes](#) ou déontologiques, il faut répondre. C'est du reste l'un des objectifs de la politisation de la cause animale : construire une théorie politique qui prenne en compte les intérêts des animaux, faire en sorte qu'ils soient intégrés à nos politiques publiques, dire précisément comment cela est possible, au lieu de se contenter de beaux discours alors que, dans les faits, rien ne change pour les animaux. Travailler de concert avec les différents acteurs, y compris avec ceux qui vivent encore de l'exploitation animale, les aider à se reconverter, pousser à l'innovation, afin qu'il soit plus facile de s'habiller, de se nourrir sans utiliser de produits animaliers. Travailler sur les différents volets du combat pour les animaux. Enfin, il faut s'adresser à l'intelligence, au portefeuille et au cœur des individus.

Vous liez, à l'instar de Carol J. Adams, féminisme et cause animale — nous avons d'ailleurs publié un article sur le sujet dans notre cinquième numéro papier. Qu'auraient à gagner les femmes à la fermeture des abattoirs et à la fin de la vivisection ?

« Les moteurs des changements sont les affects plus que les arguments. »

Je crois que le féminisme et, au-delà, la question du féminin sont au cœur de ce combat animaliste, mais pas seulement au sens où vous en parlez. Car tout le monde a quelque chose à gagner avec la fin de la vivisection, qui n'a aucun sens aujourd'hui, à l'époque des ordinateurs. La fermeture des abattoirs, qui n'est pas pour demain, pose d'autres problèmes ; elle n'aurait de sens que si tout le monde cessait de manger de la viande, et



ce n'est pas encore le cas. L'analogie entre le sexisme et le **spécisme**, qui sont deux discriminations, est intéressante car il s'agit d'injustices reposant sur des préjugés. Cependant, les femmes peuvent se défendre seules et elles l'ont montré, même si rien n'est jamais acquis, alors que les animaux ont besoin des humains pour que leur droit à la considération morale et leur droit à avoir des droits soient reconnus et deviennent effectifs. L'analogie n'est donc pas complète pour cette raison et pour d'autres. Maintenant, la violence exercée à l'encontre des animaux et des femmes a ceci de commun qu'elle est toujours une violence exercée sur le corps des êtres et qu'elle résulte de la domination, de la volonté de s'appropriier un être, de nier ou d'amoindrir sa valeur. Elle reflète de la part de ceux qui l'exercent la difficulté à accepter l'altérité et avoir un rapport à autrui qui passe par le respect. La promotion d'un rapport au vivant et aux autres qui ne soit pas caractérisé par la domination est l'un des enjeux du travail philosophique que je poursuis. En cela, il rencontre de manière essentielle des thèmes souvent investis par les féministes et qui, à mon avis, expriment ce que le féminin a à apporter à la pensée et au politique, au-delà même des combats des féministes.

Abraham Lincoln apparaît sous votre plume, comme possible modèle. Ce parallèle avec la situation esclavagiste choque certains. Pourquoi cette incompréhension ?

Je ne compare pas les animaux aux anciens esclaves noirs mais m'inspire de Lincoln pour penser une stratégie afin de politiser la cause animale. Lincoln, pour des raisons liées aussi à ses traits moraux, est un homme politique qui me sert de modèle : il a compris que la cause de l'esclavage était aussi la cause de l'humanité, que cette institution était contraire aux droits de l'homme, à la déclaration d'Indépendance, et qu'il s'agissait d'un système d'exploitation inique. Il s'efface derrière cette cause universelle, et, en pleine guerre de Sécession, dit aux esclavagistes du Sud que, s'ils sont d'accord pour arrêter l'esclavage, ils auront des délais et une compensation financière. Cette solution, proposée en 1862, ne sera pas suivie, mais elle est intéressante. Lincoln mesure la profondeur des préjugés racistes et ne fait pas des esclavagistes du Sud, que pourtant il combat, des bourreaux. Cette prudence et cette grandeur d'âme sont salutaires.



Vous refusez de voir dans les éleveurs « des ennemis ». C'est une position qui n'est pas partagée par l'ensemble du mouvement animaliste/antispéciste : cela tient-il de votre exhortation à la « générosité » vis-à-vis d'autrui, à votre refus du cercle pureté/impureté ?

Pensez-vous que l'on arrivera à améliorer les conditions de vie des animaux si on ne propose pas des solutions de reconversion aux éleveurs et, dans un premier temps, des mesures logistiques et financières pour qu'ils puissent sortir de l'enfer de l'élevage intensif ? Sans des propositions économiques et sans un volontarisme politique, c'est l'intensification de l'élevage intensif que l'on verra, surtout si le CETA, le Traité de commerce et d'investissement avec le Canada, est adopté. Il n'y a pas, sous ma plume, que des mesures « molles », mais aussi des revendications non-négociables qui impliquent la suppression de pratiques (la fourrure, la chasse à courre, le foie gras, la captivité des animaux sauvages, etc.) Évidemment, parler de consensus possible à propos de ces sujets difficiles suppose de rappeler qu'un consensus n'est pas un accord *a priori* et aisé...

Dans un débat mené avec Alain Finkielkraut, celui-ci — qui aime les vaches d'un amour qui consent à les décapiter — vous accusait de vouloir en finir avec les espaces domestiquées par l'homme. Quel avenir pour le porc, l'âne, le mouton, la poule et le chien dans un monde sans exploitation animale ?

« Les animaux devront revenir de moins en moins cher et produire plus en un minimum de temps. »



L'ouvrage de Sue Donaldson et de Will Kymlicka, *Zoopolis — Une théorie politique des droits des animaux*, paru en 2016 aux éditions Alma, répond partiellement, mais précisément, à ces questions. On pourrait laisser vivre ces animaux, même si la fin de l'exploitation (pas forcément de l'utilisation, disent les auteurs) et de l'élevage implique la diminution du nombre d'animaux. Cela dit, ce jour n'est pas encore arrivé. En attendant, c'est plutôt les fermes-usines, avec des vaches usées au bout de quatre ans et qui n'ont jamais vu de l'herbe ni le jour, qui vont se multiplier — surtout si nous passons à neuf milliards d'êtres humains et que les individus ne réduisent pas de manière drastique leur consommation de produits animaliers. L'urgence est donc de s'attaquer à la généralisation et l'intensification des élevage intensifs partout dans le monde, à l'enfer sur terre pour les animaux. C'est cela qu'il faut d'abord combattre, sans oublier la misère des animaux captifs dans des cirques, des delphinariums, sans oublier les élevages de visons, de renards, qui sont abattus dans des conditions souvent pires que les cochons.

Vous assumez une critique du mode de production capitaliste — comme « négation de la valeur des êtres » — et avancez que toute libération animale demeurera impossible dans ce cadre. L'*Homo sapiens* tuait néanmoins des bêtes en périodes pré-capitalistes et continue de le faire dans les sociétés traditionnelles éloignées de l'économie de marché... Quel rôle le capitalisme joue-t-il ici ?

Le mot « capitalisme » nous piège car nous pouvons croire que cela se réduit au conflit entre le patronat et les travailleurs. Or non seulement le capitalisme en 2017 est un capitalisme financier qui a changé par rapport à celui dont parlait Marx, mais, de plus, il s'agit d'un modèle de développement fondé sur l'exploitation sans limite des vivants, de la nature et même des nations par d'autres nations. Commandé par le profit, ce modèle impose la baisse constante des coûts de revient. Les animaux devront revenir de moins en moins cher et produire plus en un minimum de temps. Cela est incompatible avec la prise en compte du « bien-être » animal. De même, ce n'est pas tant l'économie de marché qui est en cause que l'économisme, le fait que l'économie, qui devient de la spéculation, et non l'administration des biens et des richesses, domine toutes les autres sphères de l'existence. Il est question ici d'examiner un modèle qui ne respecte pas le type de biens produits et échangés, le sens des activités (l'élevage n'est pas l'industrie) ni la valeur des êtres impliqués, qu'il s'agisse des humains ou des non-humains. Le profit ne peut pas être un absolu et l'efficacité n'a pas le même sens selon qu'on produit des objets manufacturés ou des aliments, a fortiori du lait ou de la viande ! Enfin, il est important d'encourager les innovations en matière de cuisine, de mode, de recherches d'alternatives à l'expérimentation. Ce sont les ressorts de la transition vers un monde

plus juste à la fois pour les humains et les animaux. Cela peut même être l'occasion d'une certaine prospérité économique. Le modèle de développement actuel est insoutenable économiquement, atroce pour les animaux, injuste socialement et il détruit les petites ou moyennes entreprises, car il repose sur des monopoles et des lobbies.



La philosophe Florence Burgat a récemment déclaré que « les végétariens demeurent en réalité très minoritaires » et qu'ils « le resteront ». Partagez-vous son pessimisme ?

S'ils veulent réduire leur empreinte écologique (et, en ce sens, se sauver, parce que le réchauffement climatique et l'érosion des ressources sont une réalité qui menace notre survie) et à condition qu'ils sachent comment se nourrir, qu'ils aient des alternatives végétales appétissantes et accessibles, qu'ils aient pris l'habitude de se nourrir en remplaçant les produits animaliers, les humains seront de plus en plus nombreux à adopter le régime végétarien, voire végétalien. Beaucoup deviendront sans doute dans un premier temps flexitariens, ne mangeant que deux fois par semaine, par exemple, de la viande et du poisson. Mais cela ne se décrète pas ; il faut travailler avec les acteurs économiques, continuer à sensibiliser les individus à la cause animale et apprendre aux êtres, dès leur plus jeune âge — dès l'école, de la cantine au repas d'entreprise — à bien manger sans viande et même sans produits animaliers. Ce n'est pas une question de pessimisme ou d'optimisme : il y a une réalité écologique qui s'impose à nous, surtout en raison de notre poids démographique. Cependant, sans méthode, et si chacun campe sur ses positions, on n'avancera à rien. « Nous avons un monde à y gagner. » Ce n'est pas, comme dans le *Manifeste du Parti communiste* de Marx, un camp contre un autre,



mais il s'agit d'un travail en commun. La cause animale n'avancera pas si l'on ne se donne pas les moyens de la politiser, de la faire entrer dans la politique, en veillant à ce que les intérêts des animaux soient pris en considération dans les politiques publiques. Pour cela, il faut une méthode, une stratégie et un certain état d'esprit, que, selon moi, Lincoln incarne bien : de la radicalité et de la modération, la capacité à penser avec les autres, à bouger, mais aussi à faire évoluer les autres, à les convaincre, de la ruse et de la générosité, de la détermination et de la patience, l'art de saisir le moment opportun et l'audace. La balle est dans notre camp, comme disent Donaldson et Kymlicka, à la fin de *Zoopolis*.

Le portrait de Corine Pelluchon est d'Olivier Roller (2009).
Toutes les photos sont de Maya Mihindou, pour Ballast (elles ont été prises à Nara, au Japon).

1. CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE — n° 95 — Novembre 2016.[↔]